



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société ROCAMAT

Commune de CHASSAGNE-MONTRACHET (21190)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-20, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 16/01/2007 à la société LARDET pour l'exploitation d'une carrière de pierres ornementales, pour une durée de 15 ans, sur une surface de 14ha 33a 29ca, sur le territoire de la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET, au lieu-dit « La Grande Montagne » ;

VU les prescriptions des articles 8.4 (constitution des garanties financières) et 22.2 (largeur des banquettes) de l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17/10/2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 14/11/2016 ;

CONSIDÉRANT la reprise de la carrière par la société ROCAMAT ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 20/09/2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte par les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 16/01/2007 :

- article 8.4 : absence de garanties financières depuis le 14/01/2016 ;
- article 22.2 : certaines banquettes ont une largeur inférieure à 7m.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.4 (constitution des garanties financières) et 22.2 (largeur des banquettes) de l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROCAMAT de respecter les prescriptions des articles 8.4 (constitution des garanties financières) et 22.2 (largeur des banquettes) de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société ROCAMAT est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dans les délais précisés ci-dessous :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté** : l'article 8.4 en notifiant au préfet la constitution des garanties financières ;
- **lors de la prochaine campagne d'extraction** : l'article 22.2 en séparant les gradins par des banquettes de largeur minimale égale à 7m.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la Sous-Préfète de BEAUNE, M. le Maire de la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et M. le Directeur de la société ROCAMAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Directeur de la société ROCAMAT ;
- M. le Maire de la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET.

Fait à Dijon le **16 DEC. 2016**

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète et par délégation

Le Secrétaire Général,


Serge BIDEAU